



Réforme de l'Etat, réforme territoriale, revue des missions, avenir des services publics, réforme de la santé, réforme statutaire

Tout est lié !

Depuis deux ans, à Solidaires nous sommes invité-es à réfléchir sur une nouvelle conception du rôle de l'Etat et sur une rationalisation de l'action publique inscrite dans la perspective de trouver à tous prix, quelques 54 milliards d'euros de réductions des dépenses publiques afin, c'est évident, de répondre aux recommandations de la Commission européenne.

Le gouvernement français a signé, en octobre 2012, le pacte européen budgétaire, et la France est désormais liée aux politiques d'austérité pilotées par l'Europe et cautionnées par tous les pays signataires.

C'est donc une logique libérale exacerbée qui s'exerce dans certains pays européens dont le nôtre au détriment de l'intérêt général.

L'action publique, les services publics et la fonction publique sont des acteurs qui ont un rôle fondamental d'amortisseur social et de cohésion sociale.

Du point de vue gouvernemental, il importe donc, de lancer une attaque contre le bouclier social et, pour parfaire cette attaque, passer dans le même temps, à une action d'envergure qui prend tout son sens lorsqu'on met en perspective les différents dossiers ciblés et engagés par le gouvernement.

Solidaires se doit de vous alerter sur les enjeux d'un tel processus qui, volontairement, est inscrit dans un temps très court, limitant bien sûr, les capacités collectives de réaction.

Un objectif unique : la recherche d'économies à grande échelle.

Une conséquence majeure : la fragilisation de l'action publique et de la fonction publique.

La principale victime : la cohésion sociale.

Des victimes collatérales : les usagers et les agents de la fonction publique.

Un budget qui en dit long sur la volonté de régression sociale.

Quelques chiffres suffisent à comprendre les enjeux :

→ pour l'année 2015 : 21 milliards d'économies sur les dépenses publiques dont 3,6 pour les collectivités territoriales, 7,7 pour l'Etat et 9,6 sur la sécurité sociale ! Objectif à atteindre en 2017 : 54 milliards d'euros de dépenses publiques ;

→ pour la fonction publique : c'est la validation du gel de la valeur du point d'indice, la confirmation de la poursuite des suppressions d'emplois, la réduction de l'enveloppe allouée aux mesures catégorielles qui passera, en 2015, de 500 millions d'euros à 250 millions.

Des projets de réforme articulés entre eux.



Il faut, nous dit-on, améliorer la bonne marche des entreprises et le quotidien des usagers, que les lourdeurs administratives entravent.

Si l'on y ajoute l'ouverture des négociations sur les parcours professionnels les carrières et les rémunérations (PPCR) dans la fonction publique nous nous apercevons que l'évolution statutaire qui pourrait en sortir, devrait permettre et faciliter la mise en place de la « nouvelle architecture territoriale de l'Etat ».

Le fait de participer à tous ces ateliers (en ayant bien entendu une approche critique), nous permet de constater qu'à chaque fois nos interlocuteurs font un lien entre tous ces sujets.

Thierry Mandon d'un côté, Marylise Lebranchu d'un autre et France Stratégie (ex Commissariat général au plan), tous s'accordent à valider, avec parfois des divergences d'approche, le postulat de départ qui est la recherche d'économies à grande échelle et à faire des liens entre tous les dossiers qu'ils portent apparemment de façon séparée.

Solidaires aspire donc à vous éclairer sur la réforme dite de décentralisation qui est la nouvelle architecture souhaitée de l'organisation sociale sur le territoire. C'est la colonne vertébrale de ce processus autour de laquelle s'imbriquent les autres sujets.

Une revue des missions visant à transférer ou alléger des missions est lancée depuis juin dernier. Une évolution des statuts permettant de faciliter les mobilités qui seront rendues nécessaires par les transferts en question est en cours de négociation (dans le cadre de PPCR).

Solidaires participe donc depuis quelques mois à de nombreuses rencontres qui ont trait à la fois :

- à la réforme territoriale (nouvelle cartographie régionale, mise en place des métropoles, nouvelle organisation territoriale de la république),
- à la revue des missions qui a pour but de rechercher au plus vite les missions de service public qui pourraient être transférées soit, dans le cadre des réformes citées plus haut, à d'autres acteurs que l'Etat (aux collectivités territoriales, ...), soit tout simplement au secteur privé, soit carrément supprimées.

Dans le même temps, les réflexions du gouvernement sur l'avenir de l'action publique porte :

- sur les questions de partenariat public/privé à développer,
- sur le tout numérique imposé,
- sur la simplification des rouages administratifs,
- ainsi que sur le « millefeuille territorial ».

Certes, pris séparément, tous ces sujets méritent débats, analyses et propositions en vue d'améliorer la situation des agents de la fonction publique, et plus largement celle des citoyen-ne-s.

Mais, lorsque nous les mettons en perspective, nous constatons, sans entrer dans une paranoïa exacerbée, qu'ils obéissent à une ambition calculée d'un projet qui sert d'abord le libéralisme ambiant et qui se construit dans la plus totale ignorance de l'avis du peuple.

Pour mieux agir, Solidaires doit vous informer sur les enjeux.

Sur la décentralisation, Solidaires vous fournira très prochainement une plaquette contenant plusieurs fiches vous permettant de mieux décoder ce vaste chantier.

Sur les négociations PPCR, Solidaires vous informe régulièrement du suivi de ces négociations mais il conviendra, à un moment donné, de s'interroger sur la pertinence de poursuivre ou non ce processus.

Sur la revue des missions, la lettre de cadrage du premier Ministre et la récente note adressée aux inspections générales (toutes les deux déjà transmises) doivent vous permettre de comprendre les enjeux et de réfléchir aux conséquences matérielles de ces réformes en terme d'organisation des services de l'Etat sur le territoire.

Tous les ministères sont chargés de fournir leurs propositions de clarification de leurs missions et de classification, entre celles qu'ils peuvent garder, celles qu'ils peuvent transférer à d'autres acteurs, et celles qu'ils peuvent tout simplement abandonner.

Deux préfets sont déjà chargés de simuler, sur leur territoire, la nouvelle organisation territoriale dite de fusion des régions (Bourgogne / Franche-Comté).

Il faut s'en convaincre, tout ceci doit se faire dans un calendrier particulièrement serré (premier trimestre 2015)! La réforme



territoriale elle, se mettra en place à partir de janvier 2016.

Pour parfaire le cycle, Thierry Mandon et France Stratégie s'entourent d'« experts », de « spécialistes », et de protagonistes qui planchent sur les services publics de demain avec certains concepts ou certaines analyses qui font froid dans le dos.

Entre ceux :

- qui assèment qu'opposer « usagers et clients » n'a plus de sens,
 - qui pensent que le numérique est l'avenir de l'homme et qu'il ne faudra pas hésiter à supprimer 40 000 emplois dans certaines administrations pour « imposer » le tout numérique,
 - qui vantent que pour remédier à l'afflux grandissant des usagers à l'accueil, il suffit tout simplement de supprimer l'accueil et de ne recevoir que les « clients » qui se seront connectés à internet pour obtenir un rendez-vous,
 - qui louent les mérites de la protection sociale suisse qui est totalement privatisée,
 - qui considèrent que l'Etat doit se concentrer sur ses missions régaliennes : justice et police, et laisser le reste à d'autres acteurs plus « efficaces » et « pertinents », etc.
- Vous avez là, des exemples assez consternants de ce qui nous attend dans quelques années si nous ne nous mobilisons pas contre ces projets.**

Oui, décidément, Bolkenstein (livraison du service public au secteur marchand) n'est pas mort, Silicani (le dynamitage de la fonction publique) non plus !!

Quelle stratégie pour notre organisation ?

Solidaires attire donc l'attention de chacune et de chacun de vous sur la nécessité de vous emparer de ces questions, non pas de façon sélective mais de manière globale.

S'il paraît nécessaire d'être présent pour apporter la contradiction à tous ces « bien-pensants », cela ne suffira pas à modifier le cours des choses.

Ces questions ne concernent pas seulement les agents de la fonction publique (même s'ils-elles sont en première ligne sur de nombreux sujets structurants).

C'est bien un débat qui percute l'ensemble de notre union syndicale, tant il concerne avant tout l'organisation sociale de notre pays, et la conception même de l'action publique.

L'emploi, l'économie, le social, la santé, les solidarités sont forcément percutés par cette « nouvelle vision » de notre société.

Il n'est pas non plus inutile de faire le lien entre ces questions et le débat ouvert autour de TAFTA et de l'accord Canada Europe (CETA). Autant d'outils au service du capital et du libéralisme qui se nourriront des résultats de ces réformes qui vont assurément dans le sens souhaité du profit.

La vigilance doit être de mise, mais elle ne suffira pas. Nous devons être capables de construire ensemble une dynamique d'action en opposition à de tels projets.

Par cette note, Solidaires vous appelle donc à prendre en charge la globalité de ces questions afin de construire « ensemble » une parade à la hauteur de l'ampleur de « ce projet » dangereux.

LE SERVICE PUBLIC DU 21ÈME SIECLE VOUS SOUHAITE LA BIENVENUE !

